

AUG 23 1977

UN/SA COLLECTION

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/32/172
19 août 1977
FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

Trente-deuxième session
Point 24 de l'ordre du jour provisoire^x

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

Lettre datée du 3 août 1977, adressée au Secrétaire général
par les représentants permanents de la France et du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Nous avons l'honneur de vous informer qu'une réunion s'est tenue à Paris du 19 au 21 juillet 1977 entre une délégation des Nouvelles-Hébrides et les représentants des deux Puissances administrantes, dans le but de discuter l'avenir constitutionnel du territoire. Le communiqué conjoint, ci-annexé, a été publié à l'issue de cette réunion.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et le communiqué conjoint comme document de l'Assemblée générale au titre du point 24 de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Ivor RICHARD

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Jacques LEPRETTE

^x A/32/150.

ANNEXE

Communiqué conjoint relatif à l'avenir constitutionnel
des Nouvelles-Hébrides

Les délégations des deux Puissances administrantes, conduites respectivement par M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'intérieur, chargé des Départements et Territoires d'outre-mer, et The Right Honorable lord Goronwy-Roberts, ministre d'Etat pour les affaires étrangères et le Commonwealth, se sont rencontrés à Paris pour déterminer les étapes de l'avenir institutionnel des Nouvelles-Hébrides. Des représentants des formations politiques néo-hébridaises et des chefs du Malfatu Mauri assistaient à leurs travaux. Les délégations ont regretté que les dirigeants du Vanuaaku Pati aient finalement décidé de s'abstenir de participer à la Conférence, mais n'ont pas manqué de tenir compte des propositions de ce parti dans la mesure où elles pouvaient être connues.

Les deux gouvernements sont convenus :

- a) D'organiser de nouvelles élections à l'Assemblée représentative avant le 1er décembre 1977, et pour des raisons de temps de maintenir les règles de scrutin existantes et l'actuel âge de vote;
- b) De tenir ensuite, au mois de décembre 1977 ou de janvier 1978, une autre Conférence ministérielle à Port-Vila pour décider, après consultation des membres de la nouvelle Assemblée représentative, des règles fixant la composition d'un Conseil de gouvernement, et d'un calendrier détaillé des étapes menant à l'indépendance;
- c) De mettre en place dans les premiers mois de 1978 un système d'autonomie interne et à cette fin de préciser dès maintenant les compétences respectives des organes élus de la population néo-hébridaise et des deux Puissances administrantes;
- d) De proclamer l'indépendance, après de nouvelles élections et un référendum au cours duquel la population manifesterait sa préférence pour cette formule, selon le principe de l'autodétermination, dans la seconde moitié de l'année 1980.
